

FAITS SAILLANTS

CONSEIL DES COMMISSAIRES – 10 AU 12 MARS | TASIUJAQ

Le Conseil est informé des principaux dossiers de l'administration générale qui relèvent du directeur des Services administratifs : (1) gestion des dossiers des élèves du secteur des Jeunes; (2) mise en œuvre d'une stratégie globale en matière de gestion des données; (3) travail permanent du comité Arqusiurtiit; (4) mise en œuvre du plan stratégique Sivumuattiit.

- **Gestion des dossiers des élèves du secteur des Jeunes** : Les Services administratifs supervisent DASH, les déclarations des élèves, les sanctions et l'orientation scolaire. Un nouveau système de billets DASH est à l'essai dans deux écoles depuis mars 2026. Ces tâches comprennent le recensement annuel des élèves, le traitement des demandes d'admissibilité à l'enseignement en anglais pour les élèves qui poursuivent leurs études en dehors du Nunavik, les vérifications du MEQ – qui, pour la première fois cette année, n'ont décelé aucune erreur dans l'échantillon de dossiers d'élèves analysés – ainsi que la réduction des erreurs dans les dossiers grâce à des contrôles renforcés.
- **Stratégie globale de gestion de données** : Un projet en six étapes (vision / gouvernance / technologie / capacité / mesures de contrôle) est en cours jusqu'en juin 2027 pour définir les rôles, les outils et les droits d'accès. Cette vision vise à mettre en place un écosystème de données transparent, centré sur les élèves et conforme à la mission, qui garantit la conservation de l'historique, la prise de décisions informées ainsi que l'amélioration de la collaboration et de l'imputabilité au sein de Kativik Ilisarniliriniq.
- **Comité Arqusiurtiit** : Le comité se réunit périodiquement pour superviser la mise en œuvre et, plus précisément, pour finaliser les fondements du Programme d'éducation du Nunavik (qui sera présenté au Conseil de l'éducation en avril et soumis à l'approbation du Conseil en juin), faire avancer la formation et la communication sur les parcours, lancer l'élaboration des programmes d'études en univers social et en inuktitut au primaire, intégrer la culture dans toutes les matières et renforcer la maîtrise du programme de maternelle.
- **Mise en œuvre de Sivumuattiit** : Les séances d'encadrement et les ateliers organisés dans les divers services ont permis de mettre en place des mesures en lien avec les priorités, tout en renforçant les capacités des responsables administratifs à assurer la viabilité du plan quinquennal. Les processus collaboratifs mis en place jusqu'à présent favorisent la communication horizontale entre les services et renforcent l'engagement des employés. Du matériel de communication relatif au plan stratégique sera distribué en mars. Deux boucles d'amélioration continue sont en fonction (2025-2026), qui ciblent les relations parents-école et le mentorat/encadrement par les pairs pour le personnel.

La directrice générale donne un aperçu des avantages offerts aux employés syndiqués, soit ceux proposés dans la convention collective 2020-2023 (p. ex., transport de marchandises et de nourriture) et des mesures administratives mises en place par Kativik Ilisarniliriniq en vertu du cadre financier différencié pour les

conventions collectives 2023-2028. Les commissaires espèrent que ces mesures vont stimuler le recrutement et la rétention des Nunavimmiut. Ils ont aussi réaffirmé l'importance d'accroître les compétences du personnel de Kativik Ilisarniliriniq grâce aux partenariats établis avec les universités et les collèges québécois, en parallèle avec les projets d'encadrement par les pairs et de mentorat actuellement à l'étude dans le cadre de la mise en œuvre du programme Sivumuattiit.

- **Avantages maintenus dans le cadre de la convention collective 2020-2023 :**
Les avantages liés au transport (nourriture/marchandises) proposés en 2020-2023 demeurent en place pour les employés syndiqués.
- **Mesures administratives financées en vertu du protocole d'entente de 2022 :**
Kativik Ilisarniliriniq offre une allocation de logement et une prime de rétention au personnel recruté localement, des avantages liés au transport (dont des sorties sur le territoire pour les résidents du Nunavik), le tout financé par le cadre financier différencié mis en place en 2022.
- **Mesures incitatives améliorées en vertu du cadre financier différencié :**
Grâce à l'amélioration du financement, une généreuse prime à la signature et une prime de retour sont désormais offertes aux personnels enseignants et professionnels basés au Nunavik. La prime de rétention initialement adoptée en 2001 a été améliorée, de sorte qu'elle est désormais calculée en fonction de l'ancienneté, ce qui élargit l'accès à un plus grand nombre de personnes professionnelles, y compris celles occupant des postes situés en dehors du Nunavik.
- **Nouvelle prime d'attraction et de rétention pour le personnel de soutien :**
Une substantielle prime d'attraction et de rétention sera offerte au personnel de soutien basé tant au Nunavik qu'en dehors du Nunavik.
- **Les niveaux de qualification restent faibles dans tous les secteurs linguistiques :**
Nous accordons la priorité à l'élargissement des parcours de formation, sachant que moins de 50 % de nos enseignants sont titulaires d'un brevet d'enseignement du Québec, tous secteurs linguistiques confondus (secteur inuktitut : 24 % ; secteur anglais : 41 % ; secteur français : 61 %) source : Rapport annuel 2024-2025 de Kativik Ilisarniliriniq
- **Le parcours de formation des enseignants cible les enseignants du secteur inuktitut :**
La formation des enseignants à temps plein demeure essentielle. Une nouvelle cohorte devrait être lancée à Inukjuak à compter d'août 2026, offrant ainsi une voie supplémentaire pour former et retenir des enseignants inuit qualifiés.

Les commissaires expriment des préoccupations en lien avec l'intimidation scolaire, en donnant notamment des exemples provenant de diverses communautés indiquant que de nombreux élèves pourraient décrocher en raison de l'intimidation. Ils ont demandé qu'un exposé complet soit présenté lors de la rencontre de juin sur les mesures locales visant à lutter contre les incidents violents et sur les mesures prises auprès des élèves et des parents pour modifier les comportements.

- **Plans et rapports de lutte contre l'intimidation à l'école :** Bien que ce ne soit pas une exigence de la Directive contre l'intimidation et pour la promotion des écoles paisibles et réceptives (ADM-16), les opérations scolaires indiquent que toutes les écoles possèdent un plan de lutte contre l'intimidation. Pour cette année, la prochaine étape consiste à établir un mécanisme de production de rapport sur la mise en œuvre de ces plans pour informer le Conseil des commissaires des résultats obtenus. Un rapport détaillé sur la réduction de la violence sera présenté à la rencontre de juin, ce dossier étant une priorité.
- **Complexité et profils :** De nombreuses victimes sont âgées de 8 à 12 ans; l'intimidation est un comportement acquis; certains auteurs se vengent après avoir été eux-mêmes victimes d'intimidation, et la perception de qui est la victime ou l'auteur peut évoluer tant chez les personnes directement touchées que chez leurs parents. Les incidents se produisent de plus en plus fréquemment en ligne, souvent à l'insu des adultes, ce qui accroît la complexité des interventions et exige la participation des parents en dehors du cadre scolaire.
- **Au-delà de la suspension — éducation et implication familiale :** À elles seules les suspensions ne constituent pas une solution viable. Les écoles doivent en effet enseigner aux élèves qui intimident des comportements plus respectueux, maintenir une communication ouverte avec les parents et fournir aux victimes les moyens de demander de l'aide et de se défendre, ciblant ainsi les deux extrémités du problème afin de briser le cercle acquis de la violence.

Les commissaires ont reçu un aperçu à jour de tous les projets d'investissement en immobilisations, des grands chantiers de rénovation et des travaux de rénovation mineurs en cours dans l'ensemble du Nunavik, notamment des calendriers actualisés jusqu'en 2030. Entre octobre 2025 et mars 2026, plusieurs projets d'investissement et de rénovation ont été menés à terme, tandis que d'autres ont franchi les étapes de l'appel d'offres, de la construction ou de l'approbation du financement par le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ). Cet aperçu portait aussi sur la transmission au MEQ du plan québécois des infrastructures (PQI) 2026-2036, qui regroupe plus de 1,6 milliard de dollars en demandes de travaux de construction et d'infrastructure.

- **Projets d'investissement en immobilisations (en cours ou mis à jour, avec dates prévues de livraison) :**
 - Nouveau centre d'éducation des adultes Kajusivik (Kuujjuaq, livraison en 2028).
 - Agrandissement de l'école Ajagutak (Tasiujaq, livraison en 2029 ou plus tard).

- Multiples projets de construction d'entrepôt et de garage pour autobus scolaire (Quaqtaq, appel d'offres; Salluit, appel d'offres).
- Construction de la nouvelle école Isummasaqvik (Quaqtaq, livraison en 2030).
- Construction de quadruplex et remplacement de logements dans plusieurs communautés (Tasiujaq, Ivujivik, Inukjuak, Puvirnituaq et Kangirsuk).
- **Importants projets de rénovation :**
 - Phase 5 de la rénovation de l'école Innalik (Inukjuak, livraison partielle; finalisation au printemps de 2026).
 - Importants de travaux de rénovation de triplex et de quadruplex (Umiujaq).
 - Ajout de bureaux au centre administratif (9800, boul. Cavendish, Montréal; livraison en mai 2026).
- **Projets terminés et livrés (octobre 2025 à mars 2026) :**
 - Phase 2 du projet d'assainissement des moisissures à l'école Jaanimmarik (Kuujuuaq, livré).
 - Entrepôts et garages pour autobus scolaire (Tasiujaq, Ivujivik et Kangirsuk).
 - Salles de classe temporaires, école Nuvviti (Ivujivik).
 - Remplacement et construction de divers logements, y compris des travaux en cours à Inukjuak et Umiujaq.
- **Envoi au MEQ du PQI 2026-2036 :**
 - Des logements, des entrepôts et des garages pour autobus scolaire dans l'ensemble du Nunavik.
 - Bureau de Kativik Ilisarniliriniq (Kuujuuaq) et projets de transport dans plusieurs communautés.
 - Une nouvelle école secondaire à Kuujuaq (certains niveaux seulement à déterminer au moment de la planification du projet, qui ferait passer à trois le nombre d'écoles à Kuujuaq).
 - Projets d'agrandissement d'école (école Kiluutaq, Umiujaq, et école Asimauttaq, Kuujjuaraapik).
 - Ateliers d'éducation des adultes (Kuujuuaq), agrandissement du centre d'éducation des adultes (Inukjuak) et des résidences pour étudiants (Puvirnituaq).
 - Toutes les précédentes demandes du PQI non approuvées des cycles 2022-2032, 2023-2033 et 2024-2034 ont été à nouveau soumises. La majorité des demandes PQI non approuvées pour le cycle 2025-2035 n'ont pas été déposées de nouveau par suite d'un changement des priorités à l'interne visant à conserver la valeur globale des demandes sous les 2 milliards \$.

Après une présentation du directeur des ressources humaines et de la paie, le Conseil a appris que la mise en œuvre et le versement des avantages sociaux liés aux conventions collectives 2023-2028 étaient presque terminés et seraient bientôt pleinement intégrés aux activités courantes de gestion de la paie. La question de la santé et de la sécurité au travail (SST) a aussi été abordée : on a constaté une baisse constante des accidents du travail, ainsi que la création d'un nouveau poste chargé de la SST au sein du service pour notamment organiser des formations à l'échelle régionale afin de renforcer la prévention et le respect des règles.

- **Réduction des blessures en milieu de travail :** Au 6 février 2026, aucun accident du travail n'avait encore été reconnu par la CNESST pour l'année 2026 ; huit accidents avaient été admis en 2025, ce qui témoigne d'une tendance constante à la baisse du nombre de dossiers approuvés et des coûts attribués par rapport aux années précédentes.
- **Mise en place/versement des avantages 2023-2028 :** Par suite de la signature des conventions collectives 2023-2028 pour les personnels de soutien et professionnels, le 30 octobre 2025, et enseignants le 26 novembre 2025, le Service de la paie a procédé à la mise en place des échelles salariales, au traitement des paiements rétroactifs et à la mise à jour des indemnités nordiques – travaux qui sont désormais sur le point d'être terminés.
- **Formation SST pour les employés :** Un conseiller spécialisé en santé et sécurité au travail (SST) a été recruté pour offrir une formation personnalisée, élaborer un programme complet destiné à l'ensemble du personnel et se rendre dans les différentes communautés pour animer des séances de formation en présentiel (le premier module porte sur la prévention du harcèlement en milieu de travail).

Le Conseil a reçu le rapport d'activité du Service des technologies de l'information, qui fait état d'une augmentation significative du nombre d'incidents affectant les équipes chargées du réseau, du soutien, de la sécurité et du développement; de progrès notables dans les projets liés à l'infrastructure, à la cybersécurité et aux logiciels; ainsi que de la poursuite des efforts visant à répondre aux besoins en personnel, à mettre à niveau les systèmes et à mener à bien la transformation numérique à l'échelle de KI.

- **Opérations réseau et soutien :**
 - Le nombre d'incidents s'est accru de manière significative. Le nombre d'incidents réseau et de demandes de soutien devrait atteindre respectivement 840 et 7 973 en 2026, indiquant une demande accrue et un besoin d'expansion de la capacité.
 - Parmi les réalisations, on peut citer l'installation de nouveaux bâtiments, l'accueil des nouveaux employés, l'amélioration des systèmes de cartes d'accès et la migration en cours vers Milestone pour les caméras de sécurité.
 - Les prochaines étapes consistent à déployer Windows 11, à installer Teams Rooms, à mettre à niveau le réseau de Cavendish et à pourvoir plusieurs postes vacants de techniciens et d'analystes.

- **Cybersécurité :**

- Le nombre d'incidents de sécurité devrait, selon les prévisions, passer de 1 431 (en 2023) à 4 524 (en 2026), reflet de besoins organisationnels croissants.
- Parmi les principales réalisations, on peut citer la résolution de 2 449 incidents, le déploiement généralisé de l'authentification multifactorielle (AMF), l'amélioration des taux de conformité et le blocage de 32 000 tentatives de piratage de comptes en 90 jours.
- Principaux projets en cours : infrastructure à clé publique (ICP) (réalisée à 60 %), détection et réponse aux incidents au niveau des terminaux (DRT) (réalisée à 70 %), gestion des informations et des incidents de sécurité (GIIS) (réalisée à 20 %), renforcement de la sécurité des serveurs, gestion des identités et des accès (GIA) (réalisée à 10 %), sécurité des courriels et préparation aux tests d'intrusion.

- **Développement de logiciels :**

- Le nombre d'incidents liés au développement de logiciels devrait atteindre 667 en 2026, chiffre le plus élevé à ce jour, ce qui reflète l'augmentation de l'utilisation et de la complexité des systèmes.
- Parmi les réalisations, on peut citer la mise en place de l'automatisation de la taxe sur les prestations sociales, l'accueil d'un analyste de données et la mise en place d'améliorations tant au module de gestion des postes qu'au site web réservé au recrutement.
- Priorités actuelles : automatisation des procédures d'accueil et de départ, analyse du système de réservation, définition des besoins pour un système de gestion des connaissances, gestion des stocks et des actifs, et mise hors service des anciens systèmes.

- **Transformation numérique interservices :**

- Parmi les projets pluriannuels en cours, il y a la gestion des actifs informatiques, la définition des fonctions du directeur adjoint, la mise en place de procédures de demande uniformes, les systèmes d'achat et de réservation, ainsi que la révision des processus financiers.
- Des statistiques sur les incidents pour la période 2018-2026 montrent une croissance continue d'une année sur l'autre, le nombre d'incidents enregistrés devant atteindre 13 814 en 2026, ce qui appuie la nécessité d'une modernisation.

Le Conseil examine et approuve les calendriers scolaires 2026-2027 pour le secteur des Jeunes. L'année scolaire débutera le 12 août 2026 et se terminera le 3 juin 2027.

- Cette année encore, six semaines consécutives sans voyage sont clairement indiquées (du 11 avril au 21 mai 2027). Cela suppose que les voyages scolaires soient effectués en dehors de la période des examens de fin d'année.
- À compter de cette année, et conformément aux conventions collectives 2023-2028 signées en novembre 2025, le calendrier comporte aussi cinq journées pédagogiques pendant lesquelles le personnel enseignant peut choisir son lieu de travail.

Quoique les conséquences varient d'une communauté à l'autre, la pénurie d'enseignants demeure une préoccupation constante dans l'ensemble du Nunavik. Le Conseil a discuté des conséquences pour les élèves, notamment le fait de ne pas suivre les cours obligatoires de mathématiques, de sciences et d'inuktitut nécessaires à l'obtention du diplôme de niveau secondaire. Les commissaires ont fait part de leurs inquiétudes et ont réitéré leur soutien aux mesures adoptées, notamment le recours à des « super suppléants », les cours d'été, les services de garde d'urgence destinés au personnel scolaire et les solutions mises en place localement au sein des écoles.

- **Services de garde d'urgence** : Proposés uniquement là où l'effectif, les logements et les locaux le permettent. Offerts aux employés de KI et aux étudiants-parents d'enfants âgés d'au plus 4 ans. Disponibles uniquement pendant les heures de cours; non prévus avant ou après les heures de cours.
- **Cours d'été** : Des cours de trois semaines proposés dès la fin de l'année scolaire, pour aider les élèves du secteur des Jeunes à obtenir les crédits obligatoires du secondaire. La priorité est accordée aux communautés en y déployant les ressources pédagogiques nécessaires. Les matières couramment abordées comprennent mathématiques, science, univers social et inuktitut.
- **Super suppléant** : Un poste par école, pour garantir la présence d'un enseignant remplaçant sur place et éviter ainsi la fermeture des classes en cas d'absence de personnel.
- Depuis le début de l'année, la pénurie d'enseignants dans le secteur des Jeunes a fluctué, passant de 59 postes vacants en inuktitut, français et anglais le 8 août 2025, à 38 en octobre 2025, puis à 43 en février 2026.